

OFFICE WALLON DES DÉCHETS

Le devoir des fonctionnaires : « Parlez ! »

Paul Magnette veut à tout prix que cette crise « OWD » serve à quelque chose.

Il encourage les fonctionnaires à révéler les dysfonctionnements.

● **Pascale SERRET**

Après la séance marathon de mardi (20 heures d'auditions sur les détournements de fonds à l'Office wallon des déchets), le Parlement wallon a remis une couche hier, en séance plénière. Les auditions en moins. Et la concision en plus.

Paul Magnette avait six minutes pour répondre aux interpellations des quatre principaux groupes politiques. Il appelle les fonctionnaires wallons à devenir des lanceurs d'alerte, si ça dérape dans leur service. « *Il faut lever toutes les suspicions !* »

Mais on l'a bien senti : les tensions de la nuit n'étaient pas toutes dissipées. Surtout entre le MR et le cdH.

Le couvercle sur la casserole

L'opposition MR, donc, évoque un devoir de tous quand il s'agit de restaurer l'image et la crédibilité de la Wallonie après la « *journalée noire* » du 15 février (la révélation des détournements de fonds) et la série de dossiers qui ont surgi

depuis.

« *Charleroi a vécu ça, il y a quelques années. Et vous avez pris vos responsabilités*, convient le chef de groupe MR Pierre-Yves Jeholet. *Nous souhaitons que vous les preniez aujourd'hui aussi* ». Y compris à l'égard du cdH que le MR accuse de vouloir étouffer l'affaire pour défendre son fief : l'OWD et l'administration de l'Environnement (la DGO3), dans l'œil du cyclone.

Tout ce qu'il fallait dire pour énerver le chef de groupe cdH Dimitri Fourny, qui réagit : ce « *fait isolé* » n'est pas lié à un parti. Et son parti, en tout cas, n'a jamais sollicité la tenue d'une commission spéciale quand la famille MR a elle-même essuyé un grain : MM. Kubla, De Decker... « *Mais la Justice doit faire son travail* », répète-t-il.

Chez Écolo, on trouve aussi que le PS et le cdH ont voulu remettre le couvercle sur la « *casserole* » mardi. Alors que, lundi, les mesures proposées par le ministre Lacroix étaient prometteuses. « *Le gouvernement a fait machine arrière en ce qui concerne la politisation de l'administration. Il s'agit de certains agents, pas de tous. Mais le problème de la gouvernance wallonne est posé* », rappelle Stéphane Hazée.

« Ils seront protégés »

Ça ne coûte rien : Paul Magnette retient les propos « *sincères* » de Jeholet et de Hazée. « *C'est un fait isolé mais il est gravissime parce qu'il jette l'opprobre sur la Wallonie, il*

suscite des amalgames. Les efforts énormes que nous avons entrepris sont, sinon anéantis, au moins très diminués », admet-il.

Il profite de la tribune pour s'adresser aux fonctionnaires : « *Ils ont le devoir, s'ils connaissent des faits délictueux, de les porter à la connaissance de leur hiérarchie, voire du monde judiciaire. Je les invite à le faire sans le moindre délai*. » Magnette promet qu'ils auront écoute, respect et protection de la part de la hiérarchie. Mais il ne pourra tolérer qu'il reste des « *poches* » grises. « *Il faut lever toutes les suspicions*. »

Mais surtout, « *la transparence ne suffit pas : il faut tirer les leçons de tout ça. À quelque chose malheur est bon. Il doit y avoir un après-OWD. Que cette crise soit utile...* » lance-t-il.

Un screening complet de l'administration est en cours, comme son collègue Lacroix l'a annoncé lundi. Magnette promet encore que tout ce qui fait craindre des pratiques façon OWD sera traqué. L'efficacité douteuse ou les redondances seront aussi pointées. Là où il en faut, il y aura des réformes. « *Je mettrai tout mon poids politique pour aller au bout des choses !* »

Au MR, Jeholet nargue encore un peu le cdH en critiquant son « *conservatisme catholique* ».

Par contre, il « *respecte le discours... libéral* » de Magnette. « *Mais il vient trop tard*. » Et puis, il sent bien qu'il n'y aura pas ce nouveau round d'auditions que le MR réclame. ■

Claude Delbeuck, « fou du 6^e étage » et « super-ministre »

• Martial DUMONT

C'était une des auditions les plus attendues de la Commission Environnement de ce mardi qui traitait de la problématique de l'Office wallon des déchets.

Claude Delbeuck, ancien patron de la DGO3 Environnement, et actuellement expert au cabinet Di Antonio, est donc venu exposer sa vision des choses, sa vérité.

Avec, faut-il le dire, un aplomb aussi impressionnant que son peu de modestie stigmatisé par le MR Pierre-Yves Jeholet qui qualifie Delbeuck de « *superministre depuis 1985* ». Delbeuck reconnaît son zèle, lui qu'on appelait à l'administration « *le fou du 6^e étage* ».

La vision très personnelle de Delbeuck, c'est d'abord celle d'une DGO3 qui, grâce à lui, est devenue une grande direction cohérente au sein de laquelle l'OWD serait finalement une institution qui ne fonctionne pas si mal que ça. Et les observations de la Cour des comptes qui, depuis des années, relèvent les problèmes à l'OWD ? À relativiser, dit-il en substance. Tout comme il faut relativiser la « guerre des polices » entre Unité de Répression des Pollutions et Département de police et de contrôle.

A propos de l'URP, Claude Delbeuck s'est fendu d'une attaque

en règle contre Philippe Gobert, ancien patron de l'URP qu'il a viré, notamment parce que Gobert « *estimait qu'il devait être le meilleur service disponible pour le parquet* ». Or, affirme Delbeuck, le rôle de l'URP n'était pas de bosser pour la justice, mais bien pour la DGO3.

D'ailleurs, dit encore Delbeuck, Gobert n'était pas officier de police judiciaire. En clair, Delbeuck lui reproche d'avoir voulu jouer les superflics de l'environnement qui estimait qu'on lui mettait des bâtons dans les roues à l'OWD. Mais, si c'était le cas, conclut Delbeuck, il aurait dû dénoncer ces faits à la justice. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? À moins de ne pas avoir d'éléments probants prouvant ses accusations à l'encontre de l'OWD qu'il taxait, en gros, d'étouffer les problèmes de pollution dénoncés par l'URP.

On notera enfin les passes d'armes quasiment psychanalytiques avec le député Jean-Luc Crucke qui, comme un pitt-bull, n'a jamais voulu lâcher sa proie au « moi » visiblement hypertrophié et qui a toujours le sentiment d'être à la tête de « son » administration.

« *La Wallonie ne vous appartient pas, vous n'êtes pas le propriétaire, vous en êtes le serviteur* », a lancé Crucke à un Delbeuck pas déstabilisé pour un sou. Une bataille d'egos à 2 h 30 du matin, après 18 heures de commission. Et d'une stérilité rare. ■